

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 04/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RATIER FIGEAC Sas

Avenue de Ratier
BP 2
46100 Figeac

Références : CV/S 2025-0206
Code AIOT : 0006802157

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement RATIER FIGEAC Sas implanté Avenue de Ratier BP 2 46100 Figeac. L'inspection a été annoncée le 15/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale (AR-14) relative à la prévention des inondations.

En 2024, 26 cartes montrant une vigilance jaune pour le Célé ont été publiées par Vigicrue. Cette même situation est observée depuis ces 10 dernières années (Source Service de Prévision des Crues Garonne/Tarn/Lot - bilan 2024).

Le site Ratier et la zone de Lafarrayrie sont protégés contre une crue trentennale. Dans la continuité, en 2025, des études sont menées par le Syndicat Célé Lot Médian pour protéger le site

et la zone de Lafarrayrie contre une crue quinquennale. Par ailleurs, l'exploitant mène une réflexion en interne sur les moyens à mettre en œuvre pour lui permettre de protéger son site contre une crue centennale.

1. Crue trentennale (Q30) : 3,61 mètres à l'échelle de Figeac (dernière occurrence : 2003)

Le site et la zone de Lafarrayrie sont protégés par une digue de 1500 ml composée d'un ouvrage en terre de 2 m à 3,8 m de hauteur et d'un muret californien. Le système d'endiguement est officiellement classé comme ouvrage de protection contre une crue trentennale depuis ce début d'année 2025.

2. Crue quinquennale (Q50)

Le Syndicat Célé Lot Médian a lancé en 2025 des études pour classer l'ouvrage pour une crue quinquennale. Des travaux seront nécessaires notamment : reprise du mur de soutènement, enrochement et installation de clapets avec vannes mécaniques en 2026, prolongement du mur jusqu'à la voie ferrée puis jusqu'au garage Citroën et installation de portes amovibles sur 15 ml sur l'avenue Ratier en 2027-2028.

3. Crue centennale (Q100) : 4,30 mètres à l'échelle de Figeac (dernière occurrence : 1906)

Les bâtiments les plus récents, situés coté sud (proche du Célé) et construits dans les années 90, sont protégés. Ils sont implantés 30 cm au-dessus du niveau de crue centennale.

Les bâtiments situés côté nord seraient impactés. La hauteur d'eau dans les différents départements pourrait atteindre 0,1 m à 1,2 m au point le plus bas du site.

Des études ont été menées par l'exploitant qui souhaite protéger son outil industriel contre une crue centennale. Cependant les caractéristiques des bâtiments - présence de galeries techniques et de sous-sol, murs non étanches (passage de réseau, entrée d'air, murs en bardage sur longrine) - et remontée d'eau par la nappe rendent la mise en œuvre d'une protection par bâtiment non réalisable.

Une protection périphérique le long de la route (environ 650 ml) d'une hauteur d'environ 40 cm permettrait d'éviter à l'eau de pénétrer sur le site et protégerait les machines mais aurait pour impact d'augmenter de 10 cm le niveau d'eau dans les autres bâtiments de la zone de Lafarrayrie situés en contrebas de la voie de chemin de fer.

A noter que le POI et notamment les fiches réflexes ont été établies sur la base d'une crue centennale. Ainsi des mesures organisationnelles sont prises pour que la crue centennale ne soit pas à l'origine d'un accident majeur.

Le présent rapport d'inspection a pour objet de faire un point sur les actions prévues par l'exploitant pour faire face à une montée des eaux sur son site et éviter un accident majeur mais ne statue pas sur le projet de Ratier consistant à mettre en place une protection périphérique protégeant le site d'une crue centennale. L'inspection propose que des discussions soient engagées avec les différentes parties prenantes : Syndicat du bassin Célé Lot Médian, Mairie de Figeac et services de l'État (notamment DDT qui est en charge de la mise en œuvre du PPRI).

Par ailleurs, lors de l'inspection, le risque "Feu de Forêt" a également été abordé. L'exploitant devra se positionner quant au respect de l'article L. 134-6 du code forestier.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RATIER FIGEAC Sas
- Avenue de Ratier BP 2 46100 Figeac

- Code AIOT : 0006802157
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société Ratier-Figeac appartenant au groupe Collins Aerospace, exploite une usine de fabrication de composants aéronautiques sur le site de Figeac. Le site emploie environ 1200 salariés et une centaine de prestataires, essentiellement dans des ateliers de traitement des métaux et d'usinage. Les activités de la société Ratier-Figeac sont encadrées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 décembre 2014 modifié. L'établissement a le statut Seveso seuil bas du fait des substances utilisées sur le site.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 14

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Protection contre l'inondation	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.4.7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Protection contre l'inondation	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.4.7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Prévention des inondations	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.4.7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Prévention du risque feux de forêt	Autre du 10/07/2023, article L. 134-6	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Protection contre l'inondation	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.4.7.2	Sans objet
5	Prévention des inondations	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.4.7.2	Sans objet
6	Protection contre l'inondation	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.4.7.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le risque inondation est bien pris en compte par l'exploitant. L'étude des dangers et le plan d'opération interne sont bien documentés. Des améliorations peuvent cependant être apportées et l'exploitant est encouragé à s'interroger sur les contraintes d'accès au site (routes barrées) et

familiales (écoles fermées...).

Par ailleurs, l'inspection a pris note du projet de l'exploitant concernant la protection de son site contre une crue centennale et portera cette information auprès du préfet et des services compétents en matière d'urbanisme.

Enfin, suite à l'inspection, il est également demandé à l'exploitant de faire un point de situation de son site par rapport au risque "Feu de Forêt".

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection contre l'inondation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.4.7.2
Thème(s) : Actions régionales, Plan de prévention du risque inondation - PPRI
Prescription contrôlée : L'établissement respecte les prescriptions prévues par le Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) approuvé sur la commune de Figeac. La crue de référence visée pour le respect des prescriptions techniques relatives au risque inondation est la crue retenue par le PPRI approuvé sur la commune de Figeac. [...]
Constats : Un plan de prévention couvrant le risque d'inondation du bassin du Célé amont est approuvé depuis le 21 novembre 2003 sur la commune de Figeac. Le site est situé en zone bleu. Il s'agit d'une zone urbaine, où l'aléa de la crue de référence* est faible et dans laquelle il est possible à l'aide de prescriptions de préserver les biens et les personnes, notamment en aménageant le premier niveau de plancher utile au-dessus de la cote de plancher figurant au plan de zonage du PPRI. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant précise tenir compte de cette prescription et particulièrement des courbes de niveau d'eau lors des dépôts de permis de construire (dernier projet en date : construction du bâtiment « Infirmerie »). => L'exploitant a connaissance des prescriptions listées dans le PPRI qui s'impose à lui, ce point n'amène pas d'observation de la part de l'inspection. * Crue de référence = crue centennale : 14 décembre 1906 - 4,30m à l'échelle de Figeac https://www.lot.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement.-risques-naturels-et-technologiques/Risques-et-environnement/Les-risques-naturels-sur-votre-commune/Les-communes-couvertes-par-un-Plan-de-Prevention-des-Risques-PPR/Les-communes-de-A-a-F/Figeac L'étude des dangers (EDD) dans sa version 2024 fait référence également du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) de la commune de Figeac sans mentionner de date d'approbation ni d'éventuelles mises à jour. Lors de la visite d'inspection, le document en vigueur n'a pu être consulté. => Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher de la commune de Figeac afin de s'assurer que le site est toujours en cohérence avec le Plan Communal de Sauvegarde dans sa dernière version. L'inspection sera informée des suites données par l'exploitant.

Par ailleurs, dans l'EDD, le tableau élaboré à partir du PCS fait mention de plusieurs routes coupées au fur et à mesure de la montée des eaux du Célé.

=> Il est demandé à l'exploitant de réfléchir sur les accès au site ainsi qu'au nombre minimum de personnes et aux qualifications nécessaires pour mettre en œuvre les fiches réflexes du Plan d'Opération Interne (POI). En effet, la disponibilité du personnel pouvant intervenir en cas de crue doit être également anticipée (contraintes familiale, d'accès au site...).

[Voir point de constat - Exercice inondation]

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Concernant le Plan de Secours Communal (PCS) :

=> Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher de la commune de Figeac afin de s'assurer que le site est toujours en cohérence avec le Plan Communal de Sauvegarde dans sa dernière version. L'inspection sera informée des suites données par l'exploitant.

=> Il est demandé à l'exploitant de réfléchir sur les accès au site ainsi qu'au nombre minimum de personnes et aux qualifications nécessaires pour mettre en œuvre les fiches réflexes du Plan d'Opération Interne (POI). En effet, la disponibilité du personnel pouvant intervenir en cas de crue doit être également anticipée (contraintes familiale, d'accès au site...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Protection contre l'inondation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.4.7.2

Thème(s) : Actions régionales, Déversement de produit chimique dans le milieu naturel

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant met en œuvre des dispositions de prévention et de protection pour éviter tout risque aggravé de pollution de l'environnement par notamment déversement de produit chimique dans le milieu naturel en cas d'inondation.

[...]

Constats :

En cas de crue centennale, les niveaux d'eau attendus sont de :

- 0,70m dans les départements F1-Moyeux, F2-Actionneurs et F5- Équipements,
- 0,40m dans le département F9-Traitement
- 1,20m dans le département F3-Hélicoptère

Les fiches réflexes du Plan d'Opération Interne (POI) place le site en pré-alerte dès que le niveau d'eau atteint 3m à la station de Figeac et qu'il continue à monter à l'échelle de Bagnac. A partir de ce moment, il est notamment demandé aux opérateurs :

- de surélever tous les produits chimiques à des hauteurs supérieures au niveau attendu

dans le département.

=> La visite du bâtiment F9 a permis de constater que les produits chimiques étaient stockés dans de petits conditionnements facilement déplaçables.

- de préparer les équipements qui le nécessitent à la vidange d'huile. En effet, les réservoirs d'huile de certaines machines ne sont pas étanches (ex. foreuse - 4 000 l) et l'huile pourrait être entraînée en cas de forte montée des eaux dans le bâtiment. L'huile extraite est stockée dans un GRV identifié et laissé sur place.

=> D'après l'exploitant, le déplacement du GRV en zone non inondée ne se justifie pas compte tenu des vitesses de courant inférieures ou égales à 0,5m/s mentionné dans le PPRI.

12 GRV positionnés le long du département F9 sont réservés à cet effet. Si besoin, d'autres GRV vides sont disponibles au niveau de la zone déchets.

- De s'assurer que les rétentions sont vides, à défaut, l'aspiration du liquide est à prévoir.

=> Lors de la visite une rétention de produit chimique n'était pas vide. Il conviendra à l'exploitant de remédier à la situation.

La zone déchet serait également impactée. La fiche réflexe « OP-3.FR2 Commune7 Mise en sécurité dalle déchets » ne semble pas avoir été intégrée dans le POI dans la version 28 du 8 janvier 2020.

=> Il est demandé à l'exploitant la transmission de la dernière version du POI.

Par ailleurs, l'étude des dangers (EDD) dans sa version 2024 indique que si le niveau d'eau continue à monter à Bagnac, une évacuation des déchets dangereux sera demandée au prestataire.

=> Lors de l'inspection il a été convenu que l'exploitant s'assurerait que le camion du prestataire de déchets peut effectivement circuler entre Ratier et le centre de regroupement des déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Il est demandé à l'exploitant la transmission de la dernière version du POI.

=> Lors de l'inspection il a été convenu que l'exploitant s'assurerait que le camion du prestataire déchets peut effectivement circuler entre Ratier et le centre de regroupement des déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Protection contre l'inondation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.4.7.2

Thème(s) : Actions régionales, Surveillance des cartes de vigilance Météo France et Vigicrue

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant surveille régulièrement les cartes de vigilance de Météo France en matière d'inondation et le site internet <http://www.vigicrues.gouv.fr> pour vérifier si des prévisions de crue

<p>sont annoncées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est abonné à Vigicrue. Le seuil d'alerte est fixé à 80 cm à la station de Figeac. L'alerte est reçue par les agents du poste de garde, le chef du département Services Généraux et le responsable EH&S. Les rondes de suivi des postes de relevage sont enclenchées.</p> <p>L'exploitant est également en contact régulier sur ces sujets avec la commune de Figeac et le Syndicat du bassin Célé Lot Médian.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Prévention des inondations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.4.7.2</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Plan d'opération interne (POI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant met en œuvre l'organisation et les moyens nécessaires en cas d'urgence pour assurer, avant l'arrivée de la crue, l'ensemble des actions nécessaires à la mise en sécurité de l'usine tenant compte de la cinétique de montée des eaux. A cet effet, des procédures d'urgence écrites sont prévues dans le POI visé à l'article 7.1.5 du présent arrêté.</p> <p>En cas de prévision de crue, l'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes avant l'arrivée de la crue :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les substances dangereuses conditionnées doivent être stockées dans un lieu sûr situé hors de portée des eaux (au-dessus des Plus Hautes Eaux Connues), • Des dispositions sont prises pour sécuriser les citernes routières et les stockages vrac transportant des substances dangereuses vis-à-vis de la poussée hydraulique et d'un choc de corps flottants, • Les ateliers et les installations sensibles sont mis en sécurité <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI est déclenché par un des 3 DOI identifiés sur le site : VP Opération, Deputy Operation Director ou le chef du département Services Généraux.</p> <p>A noter qu'il n'y a pas d'astreinte formalisée mais un des trois DOI est toujours joignable.</p> <p>L'exploitant fait évoluer régulièrement le POI et envoie une version à l'inspection suite à une modification majeure. L'inspection dispose de la version 28 du 8 janvier 2020.</p> <p>=> il est demandé à l'exploitant de transmettre la dernière version et par la suite la mise à jour annuelle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

=> il est demandé à l'exploitant de transmettre la dernière version du POI - la version dont dispose l'inspection date du 8 janvier 2020 (version 28) et par la suite la mise à jour annuelle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Prévention des inondations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.4.7.2
Thème(s) : Actions régionales, Exercices - Plan Opération Interne (POI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les personnes chargées d'intervenir en cas de crue sont régulièrement entraînées à l'application des procédures d'urgence prévues.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'organise pas d'exercice POI sur la thématique inondation.</p> <p>Les bâtiments sont équipés de pompes de relevage qui évacuent les remontées de nappe vers le bassin de confinement. À partir de 0,80 m de hauteur d'eau à la station de Figeac, les équipes de ronde vérifient le bon fonctionnement des pompes de relevage et tracent les informations dans le tableau prévu à cet effet (POI - Scénario 7 : Inondation - Fiche de surveillance des niveaux des pompes de relevage). Le responsable services généraux et service EHS sont informés des évolutions.</p> <p>Par ailleurs, lors des intempéries du 29/01 au 04/02/2021, au vu des informations météo défavorables, la pré-alerte a été déclenchée. Le compte rendu de l'exploitant a été transmis à l'inspection. Celui-ci indique que plusieurs pompes n'étaient pas fonctionnelles. Suite au retour d'expérience les pompes de relevage font l'objet d'une maintenance préventive semestrielle.</p> <p>Lors de cet évènement la mairie de Figeac avait informé l'exploitant des dispositions qu'elle prenait : fermeture de routes et des écoles et absence de ramassage scolaire le 02/02.</p> <p>=> Il est demandé à l'exploitant de réfléchir sur les accès au site ainsi qu'au nombre minimum de personnes et aux qualifications nécessaires pour mettre en œuvre les fiches réflexes du POI. En effet, la disponibilité du personnel pouvant intervenir en cas de crue doit être également anticipé (problématique familiale et d'accès au site).</p> <p>[Voir point de constat - PPRI et PCS]</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Protection contre l'inondation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7.4.7.2
Thème(s) : Actions régionales, Vérifications après inondation
Prescription contrôlée :

[...]

L'ensemble des installations à risque devra faire l'objet de vérifications après inondation.

Constats :

Le scénario 7 du POI relatif à l'inondation prévoit les opérations à réaliser après l'inondation notamment : inventaire des dégâts, contrôle et remise en service du réseau électrique, évacuation des eaux stagnantes après contrôle, évacuation des débris et eaux polluées, vérification des MMR.
=> L'inspection n'a pas d'observation

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention du risque feux de forêt

Référence réglementaire : Autre du 10/07/2023, article L. 134-6

Thème(s) : Actions régionales, Code forestier - obligation de débroussaillage

Prescription contrôlée :

L'obligation de débroussaillage et de maintien en état débroussaillé s'applique, pour les terrains situés à moins de 200 mètres des bois et forêts, dans chacune des situations suivantes :
1° Aux abords des constructions, chantiers et installations de toute nature, sur une profondeur de 50 mètres ; le maire peut porter cette obligation à 100 mètres ;

[...]

8° Aux abords des installations mentionnées à l'article L. 515-32 du code de l'environnement, sur une profondeur de 100 mètres à compter des limites de propriété de l'établissement ; le représentant de l'État dans le département peut augmenter cette profondeur, sans toutefois qu'elle excède 200 mètres.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence d'une forêt sur les hauteurs après le parking du personnel. Il a donc été convenu avec l'exploitant que l'inspection lui transmettrait les références réglementaires afin qu'il s'assure que le site est conforme.

A titre d'information, lien vers le site de la préfecture :

<https://www.lot.gouv.fr/Actualites/Les-bonnes-raisons-de-debroussailler>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection de la situation du site par rapport au risque « Feu de forêt ». Le cas échéant, une fiche réflexe, pourra être intégrée au POI.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois